

L'AGRICULTURE FRANÇAISE EN 2006

par Lucien Bourgeois¹ et André Neveu²

Après une année 2005 fort décevante, la situation de l'agriculture française en 2006 apparaît comme excellente, à l'exception notable du secteur viticole. Les résultats que nous allons vous présenter s'expliquent assez largement par un contexte de marchés internationaux favorable.

1. Le contexte international

Une année agricole pleine d'enseignements

Au delà des chiffres que l'on va découvrir ci-dessous, 2006 s'est révélée fort instructive. Car il faut rappeler que, au plan international, **l'année 2006 c'est d'abord l'échec des négociations à l'OMC** en juillet dernier. Cet échec n'est certes pas une véritable surprise. Il constitue plutôt la révélation d'un contexte international qui est devenu plus clair car il fait apparaître le vrai visage et les vraies motivations des principaux négociateurs, par exemple :

- **les États-Unis** qui ont une grande responsabilité dans l'échec des négociations, ont à cette occasion apporté la preuve qu'ils n'avaient absolument pas l'intention de démanteler leur système d'aides à l'agriculture et qu'ils pouvaient très bien se satisfaire d'accords bilatéraux. D'ailleurs, le prochain *farm bill* qui est prévu en 2007, ne devrait pas comporter de grandes modifications par rapport à celui actuellement en vigueur. Cette probable reconduction des modalités internes en vigueur ne permettra pas aux négociateurs d'accepter des avancées significatives en cas de reprise des discussions à l'OMC.
- **le Brésil** s'efforce certes d'ouvrir de nouveaux débouchés à son agro-industrie en pleine expansion, mais pas au prix d'une libéralisation des secteurs industriels ou des services. Or cette libéralisation est considérée par les Européens et les Américains comme la contrepartie incontournable à l'éventuelle et cependant partielle ouverture des frontières aux produits agricoles. Cette défense vigoureuse des grandes entreprises de l'agro-industrie n'a pas empêché ce pays de se présenter en leader de l'ensemble des pays en développement y compris des pays les moins avancés, ce qui est pour le moins paradoxal.
- **l'Union Européenne** n'est pas en position de force dans une telle négociation. Comme les États Unis, elle est accusée de fausser les marchés internationaux notamment avec ses aides à l'exportation. Surtout, la tâche de ses négociateurs n'est pas facile avec des gouvernements

¹ Membre de l'Académie d'Agriculture, sous-directeur à l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA), 9, avenue Georges-V, 75008 Paris. Courriel : lucien.bourgeois@apca.chambagri.fr

² Membre de l'Académie d'Agriculture de France, ancien adjoint au Directeur de l'Agriculture et des Collectivités locales de la Caisse nationale de crédit agricole.

qui expriment des point de vue souvent divergents et une opinion publique qui considèrent que l'agriculture coûte trop cher au moment où il faut intégrer 10 et maintenant 12 nouveaux pays.

- **les pays de l'Afrique de l'Ouest** enfin qui sont de plus en plus tentés de revenir au concept de souveraineté alimentaire comme droit fondamental des peuples africains à produire eux-mêmes les aliments dont ils ont besoin. Si leurs gouvernements hésitent encore, leurs organisations agricoles ont déjà fait ce choix.

Avec des objectifs aussi clairement éloignés les uns des autres, il ne faut donc pas s'étonner de l'échec des négociations de l'OMC.

Mais l'année 2006, c'est aussi,

- **une nouvelle flambée du prix du pétrole** (en partie retombée depuis, mais pour combien de temps ?) qui a donné un coup de fouet au développement des bioénergies. Le Brésil et les États-Unis notamment investissent massivement dans la production d'éthanol qui utilisent de grandes quantités de canne à sucre ou de maïs (55 millions de tonnes de maïs au États-Unis par exemple, soit autant que leurs exportations de ce produit), En revanche, la production de diester reste encore marginale dans ces deux pays ;
- **la fin de l'alerte à la grippe aviaire** qui avait été très pénalisante pour l'aviculture au cours de l'hiver 2005-2006 ;
- **des sécheresses** assez sévères en Europe au Kazakhstan et même catastrophiques en Australie (11 millions de tonnes de blé contre 25 l'année précédente dans ce pays). Il en est résulté une réduction de 5% de la production mondiale de blé, ce qui n'est pas énorme, mais une hausse du prix qui a atteint 60% à Chicago. Certes les cours se sont un peu tassés ces dernières semaines, mais à Rouen la hausse était encore récemment de 35%. C'est l'occasion de rappeler que le blé, produit phare s'il en est du commerce agricole mondial, est dans beaucoup de pays (États-Unis, Canada, Ukraine, Russie, Kazakhstan, Afrique du Nord et on l'a vu Australie) une culture de terres relativement marginales au regard de la pluviométrie (à la différence du maïs, du soja et bien sûr du riz). Une série d'aléas climatiques relativement modestes dans plusieurs de ces régions (par exemple une baisse de la pluviométrie de 100 mm) a des conséquences très significatives sur le volume de la production mondiale de blé et encore plus sur les prix.

Des prix internationaux souvent bien orientés, voire en forte hausse

A la lumière de ces faits, il est logique que les cours mondiaux des matières premières agricoles soient en forte hausse ce dont les agriculteurs français ont pu largement bénéficier. On observe ainsi :

- une forte croissance du **prix du blé** après à la sécheresse et du **prix du maïs** en raison de la concurrence de l'éthanol ;
- **des cours du sucre** qui avaient beaucoup monté dès la relance de la production d'éthanol au Brésil il y un an environ, et quoique en sensible retrait ces dernier mois, restent d'un bon niveau si on les compara aux années passées ;

- l'ensemble **des graines oléagineuses, des huiles et des tourteaux** bénéficient eux aussi de prix porteurs. La concurrence du diester est encore faible mais la demande internationale est toujours forte, notamment celle de la Chine, grosse importatrice de soja brésilien ;
- après la crise de la grippe aviaire, les cours **des produits avicoles** se sont assez rapidement redressés. Mais les marchés internationaux restent dominés par les États-Unis et le Brésil ;
- au niveau mondial, le marché de **la viande bovine** n'est pas mal orienté mais il est très éclaté. De plus, il n'a encore que peu d'influence sur la situation en Europe car ce secteur est, ainsi que celui **du lait**, toujours sous protection communautaire. En effet les quotas laitiers limitent la production laitière et freinent (en France tout au moins) la concentration de celle-ci dans les exploitations les plus performantes et dans les régions les plus favorisées. Certes, les quotas européens actuels n'empêchent pas un certain volume d'excédents laitiers et donc une tendance à la baisse des prix (il est vrai compensée par les nouvelles aides directes). En revanche, l'accroissement continu des rendements laitiers conduit à une diminution du nombre de vaches laitières, donc de veaux mis sur le marché. De ce fait, le potentiel européen de production de viande bovine est peu à peu amoindri. Face à une demande qui s'est redressée après la crise de l'ESB, la relative pénurie de viande a permis un redressement des cours. En toute logique, ceux-ci devraient restés bien orientés dans les prochaines années et des importations croissantes sont même à prévoir ;
- dans ce panorama favorable, **la viticulture** fait exception car la production de vins de table et de cépage est structurellement excédentaire tant au niveau mondial, qu'europpéen ou français. Tous ces vins se vendent très mal depuis quelques temps et cette situation pèse même sur les cours de certains vins AOC.

LES ENSEIGNEMENTS À TIRER DE L'ACTUALITÉ 2006

par Lucien **Bourgeois**

1. Le volume de la production agricole

L'opportunité énergétique montre que l'équilibre production consommation est fragile et peut se retourner rapidement.

Malgré la mauvaise coordination antérieure entre les politiques des céréales et celles de l'élevage en France, cela donne un sursaut conjoncturel pour les productions végétales affectées par la suppression des restitutions. Ce sursaut ne sera durable que si cela permet enfin une amélioration des liaisons entre ces deux secteurs en particulier sur la gestion des coproduits.

2. L'importance du secteur viticole

La viticulture est désormais l'atout majeur de la compétitivité de l'agriculture française sur les marchés extérieurs.

Même en période de crise, l'excédent s'améliore. Il importe de faire un bilan objectif de cette performance atypique dans le développement récent de l'agriculture française. Ce secteur a

apporté la preuve qu'on pouvait augmenter la valeur ajoutée et être compétitif à l'extérieur sans augmenter les volumes de production

Il serait dommage de s'en remettre aux solutions faciles des GMS pour sortir de la crise par une stratégie de volumes à bas prix

3. La restructuration des exploitations

L'agriculture française est désormais une des mieux structurées d'Europe.

Néanmoins, la fuite en avant vers l'agrandissement encouragée par le système d'aides permet certes d'augmenter la productivité du travail mais pas celle des consommations intermédiaires et du capital. Il est étonnant de voir que même pendant les phases de diminution du revenu, l'investissement reste orienté à la hausse.

La restructuration pousse aussi à l'extensification des systèmes de production et donc à la spécialisation des agriculteurs sur la fourniture de matières premières.

L'expérience montre que dans le pays comme les USA, le nombre des exploitations ne baisse plus depuis 15 ans. Il y aurait donc une limite à la diminution. Mais la restructuration était un élément essentiel de la politique des revenus agricoles. Comment peut on maintenir les revenus sans ?

4. L'avenir de la production bovine

La montée des cours des bovins est une conséquence favorable de la crise ESB à cause des abattages de vaches mais aussi une conséquence de la restructuration du troupeau laitier. Ces deux phénomènes sont conjoncturels.

La persistance de cours favorables suppose un maintien efficace de la protection communautaire face aux importations.

Elle suppose aussi une bonne coordination avec l'engraissement en Italie. Toutes ces raisons militeraient pour un renforcement de la construction européenne. Or elle semble en panne en particulier sur le plan économique. Une chose est sûre, la re-nationalisation serait une impasse. Il ne suffira pas de recourir à la seule stratégie « nationale » de type VBF quand l'essentiel de la production d'animaux maigres est exportée en Italie.

5. Les effets induits de la politique agricole

Les aides de la politique agricole sont mieux utilisées qu'on ne le pense car elles favorisent en fait un effort étonnant d'investissement. Cela permet de maintenir et d'améliorer l'outil de production pour lui permettre de répondre au moindre coût à la demande des IAA. Non seulement cela procure une source de devises appréciable mais cela a un effet d'entraînement pour un circuit économique sophistiqué de nombreuses PME réparties sur tout le territoire. Mal connu par le système statistique actuel, la création d'emploi dans « l'alimentation » est actuellement parmi les plus performantes.